

## **NON aux baisses de salaires !**

**Le Conseil d'Etat présentera jeudi 17 septembre le projet de budget 2021 et le plan financier quadriennal. Ceux-ci devraient inclure des attaques sans précédent à l'encontre du personnel de la fonction publique. Si le Conseil d'Etat invoque une nécessité d'économies, cela ne l'a pourtant pas empêché de réduire massivement l'imposition sur la fortune, un cadeau aux plus riches du canton qui se chiffre en dizaines de millions pour l'Etat.**

Le Conseil d'Etat prévoit de baisser de 1% les salaires du personnel du Grand Etat. Il s'attaque également à la Caisse de Prévoyance de l'Etat de Genève : les cotisations devraient être revues afin d'augmenter la part des employé-e-s et diminuer celle de l'employeur. Cela représente une baisse des salaires nets de près de 2%. Pire, cette mesure fragilise la recapitalisation de la caisse, moins de deux ans après le vote populaire. A cela s'ajoutent le non-versement de l'annuité en 2021 et 2023, et le maintien du gel de l'indexation des salaires. Ce sont donc quatre attaques directes contre les salaires.

Cette offensive ne concerne pas que le personnel de l'Etat, c'est l'ensemble des salarié-e-s du canton qui sont menacé-e-s. Si de telles mesures étaient imposées au secteur public, cela représenterait un signal catastrophique au patronat qui réclame déjà des baisses de salaires.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé récemment son intention de baisser massivement l'imposition de la fortune. Une baisse d'impôt qui favoriserait essentiellement les plus riches du canton et qui coûterait 130 millions par année à l'Etat.

Baisser les salaires de tout le personnel des services publics (près de 50'000 salarié-e-s), de la santé et du social va donner un signal très mal venu. Dans d'autres cantons des plans de relance sont présentés, des primes COVID accordées, etc. De plus, depuis 12 ans des professions du social et de la santé attendent une réévaluation de leurs salaires.

Il est urgent d'organiser une mobilisation large et unitaire contre cette offensive brutale visant à faire payer aux salarié-e-s la crise sanitaire et les cadeaux fiscaux aux plus aisé-e-s.

Le personnel des services publics ne doivent pas payer COVID, ni les cadeaux fiscaux de RFFA.

Le 27 septembre, votez OUI à l'initiative cantonale « Zéro pertes ».

**Rassemblement le jeudi 17 septembre 2020 – 17h00 –**

**Aux canons, devant l'Hôtel de Ville**

**STOP AUX COUPES DANS LES SERVICES PUBLICS !**

*Merci de porter un masque de protection et  
de vous conformer aux prescriptions sanitaires d'usage*